

*faibles* [29 novembre 1956] (p. 5279, 5280); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 46-26: *Versement de l'allocation du fonds de solidarité aux aveuglés et grands infirmes; attribution de sucre aux économiquement faibles* [27 décembre 1956] (p. 6303). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population une question orale relative aux conditions d'attribution de l'allocation militaire [1<sup>er</sup> mars 1957] (p. 1229, 1230). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Ses observations sur la crise agricole dans la Vienne, l'insuffisance du prix du blé, la suppression des crédits d'équipement, le versement d'une allocation supplémentaire aux vieux paysans* [19 septembre 1957] (p. 4192); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958; deuxième partie, Crédits d'investissements, FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN: *Sort de la fabrique de machines à coudre de Cenon* [10 mars 1958] (p. 1430, 1431, 1432); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 73: *Trésorerie de l'O.N.I.C.; charges de la résorption de la surproduction par les gros producteurs* [25 mars 1958] (p. 1956). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale relative à l'approvisionnement en vin jusqu'à la récolte de 1958 [23 mai 1958] (p. 2446).

### **BOURBON (M. Henri), Député de l'Ain (C.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé: membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1); membre de la Commission de l'intérieur [3 décembre 1957] (p. 5113); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1); juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

(1) Démissionnaire [3 décembre 1957] (p. 5102).

### **Dépôts :**

Le 1<sup>er</sup> mars 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 du décret n° 55-472 du 30 avril 1955 interdisant l'enregistrement des actes sous seing privé sujets à publicité foncière, n° 940. — Le 1<sup>er</sup> juin 1956, une proposition de loi tendant à la protection de la volaille de Bresse, n° 2022. — Le 31 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifié par le Conseil de la République relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, n° 2706. — Le 20 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur: I le projet de loi (n° 2774) portant amnistie au Cameroun; II. les propositions de loi: 1° de M. Llante et plusieurs de ses collègues (n° 1185) tendant à amnistier les personnes condamnées ou poursuivies au Cameroun sous administration française à l'occasion ou à la suite des événements de mai 1955; 2° de M. Douala (n° 2084) portant amnistie des condamnations prononcées dans le territoire du Cameroun, n° 3282. — Le 12 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 4823) de M. Bissol et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, et fixant le prix des loyers applicables, n° 4880. — Le 14 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur: I. le projet de loi (n° 5683) étendant le bénéfice de l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer par modification de la loi n° 56-353 du 27 mars 1956; II. les propositions de loi: 1° de M. Llante et plusieurs de ses collègues (n° 2195) tendant à amnistier de plein droit tous les faits commis au cours ou à l'occasion des événements dits « Rébellion malgache de 1947-1948 »; 2° de M. Félix-Tchicaya et plusieurs de ses collègues (n° 2378) portant amnistie dans certains territoires d'outre-mer, n° 5903. — Le 20 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 5687) portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, n° 5949. — Le 5 décembre 1957,

une proposition de loi tendant à compléter l'article 216 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, relatif au calcul du prix des loyers H.L.M., n° 6088. — Le 27 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 6089) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doter, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959, chaque département d'un hélicoptère, placé sous le contrôle des Ponts et Chaussées, n° 6750. — Le 8 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi rejetée par le Conseil de la République relative à l'assistance judiciaire en matière de délais d'expulsion, n° 6846.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie de faits commis au cours de conflits du travail : *Son amendement visant les articles 59 et 60 du Code pénal (Complicité)* [19 avril 1956] (p. 1399) ; *le retire (ibid.)* ; *Son amendement visant la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer* (p. 1399) ; *le retire (ibid.)* ; *Son amendement visant le décret du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer* (p. 1399) ; Art. 4 : *Son amendement rectifié sur la réintégration des fonctionnaires et agents de l'Etat licenciés à la suite de conflits du travail (Cas des cheminots)* (p. 1400, 1401) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, JUSTICE, Etat A, Chap. 31-41 : *Amendement indicatif de Mme Rabaté relatif à la situation des juges de paix* [7 juin 1956] (p. 2425) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi tendant à rendre obligatoire, en premier ressort, la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 juillet 1956] (p. 3426). — Son rapport sur une pétition [20 novembre 1956] (p. 4951). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, JUSTICE, titres III et IV : *Indemnité de nuit allouée au personnel de l'administration pénitentiaire* [28 novembre 1956] (p. 5245) ; — d'un projet de loi portant amnistie au Cameroun, en qualité de *Rapporteur*

[11 décembre 1956] (p. 5831) ; — en troisième lecture, d'une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux. Art 10 bis : *Son amendement prévoyant qu'en cas de renonciation du locataire au bénéfice des dispositions de l'article premier le bailleur supportera seul les frais de procédure* [17 décembre 1956] (p. 6055) ; — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art 36 bis : *Prix des loyers des immeubles particuliers* [15 mai 1957] (p. 2433) ; — du projet de loi relatif à l'assurance obligatoire pour les véhicules à moteur, Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer la majoration de 50/0 des amendes, majoration perçue au profit du Fonds de garantie automobile* [6 décembre 1957] (p. 5216) ; *Son amendement (Répartition du produit des amendes)* (p. 5217) ; — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne laisser au pouvoir réglementaire que l'appréciation des mesures à prendre dans l'intérêt de la sécurité des voies ouvertes à la circulation publique* [28 janvier 1958] (p. 286) ; Art. 9 : *Son amendement (Amende pouvant frapper tout conducteur d'un véhicule ayant omis sciemment d'obtempérer à une sommation de s'arrêter)* (p. 290) ; *Son amendement (Taux de l'amende)* (p. 291) ; *le retire (ibid.)* ; Art. 11 : *Son amendement (Sanctions applicables à toute personne ayant contrevenu aux dispositions concernant les barrières de dégel et le passage sur les ponts)* (p. 292) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Infraction consistant à déposer des objets sur la voie publique)* (ibid.) ; Art. 3 : *Distinction des infractions en raison de leur gravité* [29 janvier 1958] (p. 355) ; *Son amendement (Usage des dispositifs d'éclairage et de signalisation)* (p. 357, 358) ; Art. 13 : *Son amendement : Entraves à la circulation publique (Barrages de routes, manifestations sur la voie publique)* (p. 360 et suiv.) ; Art 13 bis : *Son amendement (Contraventions concernant la circulation des piétons)* (p. 365) ; Art. 17 : *Réduction du quantum des peines prévues (Cas des véhicules volés)* [30 janvier 1958] (p. 388) ; *le retire* (p. 389) ; *Son amendement (Confiscation d'un véhicule dont le propriétaire est étranger à toute infraction)* (p. 389, 390) ; Art. 18 : *Son amendement*

(Réduction des amendes pouvant frapper les infractions commises par un conducteur de cycle à moteur) (p. 390) ; Art. 22 : Amendement de M. Fontanet (Sanctions applicables aux conducteurs n'ayant pas obtenu le permis de conduire) (p. 395) ; Art. 22-1 : Suspension et annulation du permis de conduire, maintien du statu quo (p. 397) ; Art. 22-2 : Catalogue des infractions entraînant la suspension ou le retrait du permis de conduire (p. 403, 404) ; Art. 22-3 : Son amendement (Annulation du permis de conduire par suite d'une méconnaissance du Code de la route) [31 janvier 1958] (p. 441, 442) ; Son amendement (Requête tendant à la réduction de la durée de la sanction) (p. 442) ; le retire (ibid.) ; titre IV ter : Réglementation de la durée du travail dans les entreprises de transports (p. 453, 454) ; Art. 23 : Son amendement (Dommages causés à la voie publique par des véhicules) [4 février 1958] (p. 475) ; le retire (ibid.) ; Art. 28 : Nullité de l'acte, dit loi du 12 janvier 1943, réprimant les attentats contre la circulation routière (p. 478) ; Ses explications de vote (p. 479, 480) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux : Son rappel au Règlement (Réunion de la Commission pour régler le sort des amendements réservés) [5 février 1958] (p. 532) ; Déroulement du débat (p. 546) ; Art. 2 : Amendement de M. Berthommier (Fixation de l'indemnité en cas d'exercice du droit de reprise partielle par le propriétaire) [6 février 1958] (p. 566) ; Son amendement (Sanctions en cas de reprises abusives) (p. 574) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amnistie au Cameroun : Ses explications de vote : Rétablissement de l'amnistie de plein droit pour les faits se rapportant aux événements de mai 1955, abrogation du décret arbitraire de juillet 1955 [7 février 1958] (p. 606) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits militaires, SECTION COMMUNE : Atteinte aux droits de la défense en matière de justice militaire, violation du secret de la correspondance des détenus, expulsion et interdiction d'accès en Algérie signifiées à de nombreux avocats métropolitains, assignation à résidence et arrestations arbitraires d'avocats algériens, procédure expéditive du tribunal de cassation permanent des forces armées à Alger [27 février 1958] (p. 1124, 1125) ; — du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires

d'outre-mer, en qualité de Rapporteur : Opinion généralement favorable à l'amnistie dans tous les milieux de Madagascar [11 mars 1958] (p. 1510) ; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Ninine tendant à accorder une amnistie pleine et entière ; Reprise des dispositions de ce contre-projet sous forme d'amendement [18 mars 1958] (p. 1641) ; Demande une suspension de séance (p. 1648) ; Refus de prise en considération par la Commission de la justice de l'amendement de M. Juvénal (p. 1649) ; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de la Commission des T. O. M. ; Amendement de M. Garat reportant au 1<sup>er</sup> janvier 1963 l'exercice des droits politiques des condamnés à une peine perpétuelle ou condamnés à mort bénéficiaires d'une commutation de peine (p. 1650) ; — du projet de loi sur l'amnistie dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur : Application à tous les T. O. M. hormis le Cameroun et le Togo ; Examen de la situation sociale de chacun des bénéficiaires de l'amnistie [18 mars 1958] (p. 1642).

**BOURET (M. Roger), Député des Côtes-du-Nord (U. F. F.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 164), [4 octobre 1957] (p. 4503) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

**Dépôt :**

Le 25 mars 1958, une proposition de loi tendant à supprimer la « taxe à la tonne » sur les véhicules utilisés par les transporteurs privés, prévue par le décret n° 56-933 du 19 septembre 1956, n° 6999.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires